

Le MRP vous parle!

Nouvelle Série N° 64
Janvier - Février - Mars 1995
ISSN 0753-8707

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITE PARIS 7e - Tél. 47 05 84 51

PRIX du N° 12 F

LE 50ème ANNIVERSAIRE DE LA NAISSANCE DU M.R.P.

Le 25 novembre 1994, 180 membres de notre Amicale et de nombreuses personnalités se sont réunis à Paris dans les salons de l'hôtel Concorde Lafayette pour commémorer le 50ème anniversaire de la création du M.R.P. Ce fut une manifestation simple, émouvante, chaleureuse, dont nous garderons tous le souvenir.

Notre première pensée est allée aux fondateurs du Mouvement disparus pour la plupart. Maurice Schumann, qui fut son premier président, les représentait tous. Nous avons aussi pensé à Jean Lecanuet, à Etienne Borne, qui nous ont quittés récemment. Ne pouvant être présents au déjeuner, plusieurs de nos grands anciens nous ont envoyé des messages d'amitié, notamment Pierre Pflimlin, Pierre-Henri Teitgen, Robert Lecourt, Pierre de Chevigné, Robert Bichet, Robert Prigent, Paul Bacon, André Denis, Georges Hourdin. Absents de Paris, René Monory, Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot, Maurice Blin et Dominique Baudis avaient fait de même.

Il ne s'agissait pas d'une commémoration solennelle, ni d'une collection de discours académiques, mais plutôt d'une réunion de famille où l'on échange souvenirs et témoignages.

Toutes les nuances de la démocratie d'inspiration chrétienne étaient présentes dans la salle. Deux leaders du CDS, qui revendique l'héritage du M.R.P., étaient parmi nous. Bernard Bosson, arrivé très tôt, a dû partir en hâte au début de l'après-midi à son ministère où l'appelait un rendez-vous important. Il m'a demandé de ne pas interrompre le débat pour lui donner la parole. Je regrette de l'avoir écouté, car il eût exprimé avec force sa fidélité à une famille politique qui était aussi la sienne. Il nous aurait raconté peut-être qu'enfant, Robert Schuman, grand ami de son père, l'avait souvent tenu sur ses genoux...

Venu spécialement de Pau, François Bayrou a exprimé à la fin du repas des convictions nourries par ses années de collaboration avec Pierre Pflimlin, Jean Lecanuet et Pierre Méhaignerie.

Je voudrais remercier encore une fois tous ceux qui ont contribué au succès de cette rencontre et d'abord notre secrétaire général - dont on fêteait alors le 90ème anniversaire - Gabrielle Joly, et les membres de notre Bureau, en particulier nos amis Decamme et Sportès. Fernand Chaussebourg a eu l'heureuse idée d'exposer quelques unes des premières affiches du M.R.P.; Henri Poumerol a réalisé une plaquette sur les origines du M.R.P. qui a été très appréciée.

Voici enfin le numéro spécial annoncé du **M.R.P. vous parle**. Vous y trouverez un compte-rendu des principaux discours et messages inédits sur la naissance du M.R.P. Nous le devons à une petite équipe animée par notre ami Jacques Parini, que je tiens également à remercier.

J'avais annoncé la préparation d'un numéro spécial de la revue «**France Forum**». Il vient de sortir. Cet important ensemble de témoignages, de documents et de réflexions est du plus haut intérêt. Tous les membres de notre Amicale le liront, j'en suis sûr, avec plaisir et profit. Enfin, un colloque d'historiens sera organisé à la fin de 1995, qui dressera un bilan complet et objectif de l'action et de l'œuvre du M.R.P. Des rapports seront publiés dans **France Forum**.

Les lampions sont éteints. Mais la flamme allumée il y a 100 ans par Marc Sangnier - dont le M.R.P. avait fait à la Libération un grand feu - cette flamme, quelquefois vacillante dans les tourmentes politiques, ne s'est jamais éteinte. Elle continuera à nous éclairer aux heures de doute et de découragement. Elle peut encore demain redevenir un phare.

Jacques Mallet

SOMMAIRE

Le cinquantième anniversaire	1
Les allocutions	2
Témoignages sur la création du MRP (premier cahier)	5
France-Forum :	
Un numéro spécial sur le M.R.P. 12	
L'ami Coville : 90 ans et toujours d'une juvénile ardeur	15
Assemblée générale de 1995	15
Relèvement des cotisations et de l'abonnement	16

UN MESSAGE DE PIERRE PFLIMLIN

Chers amis,

Je regrette profondément de ne pas pouvoir être parmi vous en ce 25 novembre pour commémorer la création, il y a 50 ans, du Mouvement Républicain Populaire.

J'ai adhéré au M.R.P. l'année suivante, après la fin de la guerre, qui s'est prolongée en Alsace jusqu'au printemps de 1945. Ce fut l'acte décisif de ma vie publique. Je ne l'ai jamais regretté. Je suis heureux d'avoir pu participer, au Parlement et au gouvernement, avec mes camarades du M.R.P., à l'œuvre considérable accomplie par la IVème République, œuvre à laquelle, j'en suis convaincu, l'Histoire finira par rendre justice : reconstruction du pays, développement économique, législation de progrès social, réforme des institutions, construction de l'Europe avec Robert Schuman pour établir définitivement la paix.

Si notre famille politique a changé de dénomination, elle continue de rassembler des hommes et des femmes fidèles aux mêmes idées. Vous êtes réunis pour l'attester et je vous en remercie.

Des tâches considérables restent à accomplir. Notre société est gravement atteinte. Des initiatives lucides et généreuses sont nécessaires pour rétablir sa cohésion sous le signe de la justice et pour faire renaître l'espérance. L'unification de l'Europe a beaucoup progressé mais elle est loin d'être achevée. Le rendez-vous de 1996 doit conduire à renforcer l'Union européenne afin qu'elle puisse accueillir, sans perdre sa raison d'être, les nouvelles démocraties du Centre et de l'Est, sans oublier le Sud. Ces tâches immenses ne peuvent être remplies que si l'Europe retrouve un «supplément d'âme». C'est dire que la contribution des hommes et des femmes de notre esprit reste indispensable.

LES ALLOCUTIONS

prononcées lors du déjeuner du Cinquantenaire

1944... La plupart d'entre nous n'avaient jamais fait de politique et même nous avons vis-à-vis d'elle une certaine réserve. Et tous ces jeunes, qui venaient de l'Action Catholique de la Jeunesse Française et de ses cinq mouvements spécialisés : JAC - JEC - JMC - JIC - JOC à laquelle j'appartenais, allaient être à la fois le rajeunissement et le vivier dans lequel pouvait puiser cette nouvelle force qui avait voulu s'ériger en gouttes d'eau et non en parti politique, avec cette volonté de rénover la politique française.

Cette volonté existe encore entre nous, quels que soient les chemins que nous avons pris parce que de la naissance de ce M.R.P. sont restées la tradition d'un militantisme et la trace indélébile d'une pensée humaniste communautaire de l'homme, non pas pris en tant qu'individu mais en tant que membre d'une communauté, que ce soit la famille, que ce soit l'entreprise ou encore la formation politique. L'homme n'est pas un individu solitaire, l'homme est une personnalité physique dans une communauté.

Et cette pensée, quels que soient les chemins que nous avons pris; elle nous unit tous. Et puisqu'il faut faire témoignage, que mes amis de province ne m'en veuillent pas, je vais évoquer mes souvenirs de la Fédération de la Seine. Nous avons commencé à nous rencontrer et à travailler à plusieurs sous la conduite de Louis Bour, qui en est devenu le président, ayant à ses côtés René Rollin pour secrétaire général. Moi, venu de la JOC, Paul Bacon m'avait demandé de m'occuper de l'équipe ouvrière. J'ai essayé de m'acquitter de cette tâche grâce au concours de plusieurs camarades. Par ailleurs, étant membre du Comité Local de Libération, mes amis m'ont demandé de figurer en deuxième position sur la liste que le M.R.P. présentait aux élections municipales provisoires du 29 avril 1945. Mais cela me posait des problèmes professionnels et je ne voulais pas être élu. Mes amis m'expliquèrent que cela était sans importance car il n'y avait aucune chance pour que notre liste M.R.P. ait deux sièges. J'acceptais donc d'être second sur la liste que conduisait Paul Verneyras.

Donc, il n'y avait aucune chance, mais à Paris, nous eûmes 14 conseillers ! Percée qui s'est reproduite lors des élections législatives dans la capitale et dans toute la France, grâce, il faut bien le dire, à la représentation proportionnelle.

En ce qui me concerne, j'ai accepté le sort que m'envoyait la Providence, je suis entré au Conseil Municipal de Paris, puis au Sénat, ce qui me permettra l'an prochain de célébrer 50 années de mandats électifs ininterrompus.

Cela, le M.R.P. me l'a apporté mais la France lui doit bien davantage. Rappelons-nous : au moment du départ du Général de Gaulle en 1946, il s'est posé aux dirigeants et militants M.R.P. un cas de conscience redoutable : devons-nous suivre le Général ou restons-nous au Gouvernement ? L'intérêt électoral du M.R.P. était de partir mais l'intérêt de la France était sa présence devant la coalition socialo-communiste qui aurait placé notre pays sous la domination stalinienne.

Ainsi, chers amis, nous devons nous souvenir sans avoir de regrets car quelles que soient les directions que vous avez prises concernant l'évolution de la politique dans notre pays, vous restez animés de cet esprit d'humanisme communautaire qu'avait notre Mouvement et qui doit se percevoir partout où nous sommes présents : les associations, les partis politiques, les organisations diverses, car ce qui est important c'est le dynamisme dans l'action et la foi en notre idéal.

André Fosset,
Sénateur des Hauts-de-Seine. Ancien Ministre

C'est l'heure de l'émotion, l'heure de la nostalgie et l'heure des bilans.

L'émotion, disons le franchement, ce sont des visages disparus, tellement nombreux que l'on ne peut en nommer aucun, ce sont des visages que nous revoyons avec les yeux du cœur.

Voilà pour l'émotion. Quant à **la nostalgie**, ce n'est pas le regret ; la nostalgie n'est pas le regret, c'est le souvenir de l'ardeur qui nous enflammait lorsque nous avons découvert, à la Libération une possibilité fort grave et pourtant impérieuse de dépasser les clivages surannés

Enfin, il y a **les bilans**.

Dans un bilan il y a un actif et un passif. Regardons l'un et l'autre en face.

L'actif, il est très facile de le résumer.

Première question : s'il n'y avait pas eu une structure comme la nôtre, la place des chrétiens aurait-elle été marquée dans la vie publique grâce aux efforts déployés par cette grande famille démocrate d'inspiration chrétienne, où pas une femme, pas un homme n'avait manqué à l'appel à l'heure des plus grands risques ? Ma réponse est non. Il suffit de se rappeler les batailles qu'il a fallu mener, que j'ai dû mener moi-même dans les deux Assemblées constituantes pour faire reconnaître la **liberté de l'enseignement**, le principe même de cette liberté. Ne constate-t-on pas après tant d'années avec quelle facilité les querelles reviennent, les préjugés se manifestent, les sectarismes se déchaînent ?

Nous avons mené l'an dernier un combat, qui eût été gagné sans les pouvoirs exorbitants du Conseil Constitutionnel, tout simplement pour faire admettre le droit dévolu aux collectivités territoriales de consacrer plus des 10% permis par la loi Falloux, à des investissements immobiliers au bénéfice des enfants qui fréquentent les écoles libres et souvent sous des toits délabrés. Or, dans la calme atmosphère du Sénat, il a suffi que nous livrions ce combat pour que se déchaînent les querelles et les invectives. Voilà un exemple, parmi tant d'autres, que s'il n'y avait pas eu une structure, s'il n'y avait eu que des témoignages individuels, sans doute à l'heure actuelle distinguerait-on les Français selon qu'ils vont ou qu'ils ne vont pas à la messe, selon qu'ils sont ou ne sont pas «valables».

Deuxième question : s'il n'y avait pas eu une structure comme la nôtre, les pierres de l'édifice européen fondé sur la réconciliation franco-allemande auraient-elles été posées ? Là encore il faut répondre non. J'ai été au Quai d'Orsay le seul secrétaire d'Etat de Robert Schuman et j'ai passé avec lui des soirées profondément tristes. Il était triste parce que les cascades de crises ministérielles l'empêchaient de poursuivre son œuvre. Il était triste aussi parce qu'il était couvert d'invectives et d'injures et que sa nature en même temps que sa foi lui interdisait de riposter.

J'ajoute que Robert Schuman ne fut pas le seul et le principal au sommet ; il en est un autre et c'est Georges Bidault.

Dans un article récent j'évoquais un événement qui s'est situé en 1950.

Nous étions à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (première Assemblée européenne) ; les Allemands nous rejoignaient après un an et il y eut un déjeuner organisé par l'ancien ministre des affaires étrangères qui était aussi, ne l'oublions pas, le président du Conseil National de la Résistance. Je le reverrai toujours, hésitant un moment en rougissant et en se mordant les lèvres et finissant un discours par ces mots : «Vive l'Allemagne, vive la France, vive l'Europe et vive la liberté !» Lui aussi fut, à sa manière, un pionnier et il est clair que, devant ces assauts répétés, l'entreprise eût été condamnée à l'échec si nous n'avions pas représenté une puissance politique et électorale.

Enfin, troisième question : y aurait-il eu une politique familiale digne de ce nom si nous n'avions pas été jusqu'à courir le risque de provoquer une crise ministérielle terriblement impopulaire et, sur le plan électoral, terriblement coûteuse, pour défendre la politique familiale et son essor ?

A mon tour, je vais vous citer un petit fait dont je ressens quelque fierté. Il fut une époque où André Diligent et moi-même étions moins d'accord que nous ne le sommes aujourd'hui et depuis longtemps de nouveau fraternellement unis dans les mêmes combats. Eh bien, André, un jour vous êtes allé au Sénat, à cette époque, pour dire qu'il y avait eu un seul ministre des Affaires sociales pour consacrer, au lendemain des événements de 1968, la totalité de l'excédent des Caisses d'allocations familiales à la revalorisation du pouvoir d'achat des familles, que ce ministre avait mis son portefeuille dans la balance et aujourd'hui il vous dit sa gratitude.

Voici l'actif du bilan et il suffit pour que nous disions, avec Edith Piaf : «Non je ne regrette rien». En particulier, je prends mes responsabilités et je les assume après coup.

Ayant été le porte-parole du Général de Gaulle, ayant été le président du M.R.P., j'avais évidemment une responsabilité particulière à assumer au lendemain du 21 janvier 1946. J'en ai souvent parlé depuis lors avec l'Homme du 18 juin et je lui ai dit, pour les raisons mêmes qui venaient d'être évoquées : «Je n'aurais jamais pris la responsabilité de livrer la France aux auteurs d'un coup de Prague en laissant en tête-à-tête les ministres staliniens et les socialistes».

Mais, dans ce bilan, disons-le franchement, il y a aussi un passif, et ce passif, selon moi, se ramène à deux considérations étroitement liées l'une à l'autre.

Lorsque nous avons voté la Constitution de 1946, car il fallait sortir du provisoire pour sortir du tripartisme, nous avons annoncé notre intention, André Colin, secrétaire général et moi-même, président du M.R.P., de nous employer, au lendemain de la ratification et de l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, nous avons pris l'engagement de nous employer à améliorer cette Constitution, dont les faiblesses ne nous échappaient pas, à créer les conditions élémentaires de la continuité, de la stabilité et de l'autorité. Nous souffrions trop des crises ministérielles répétées pour ne pas tenir notre parole. Hélas ! nous avons essayé, essayé jusqu'au dernier moment et nous n'avons pas réussi. Et c'est peut-être, souvent même parce que nous n'avons pas réussi, que nous n'avons pas non plus appliqué dans le domaine essentiel des relations avec l'outre-mer ce qui était notre programme des premiers jours. Car les deux problèmes étaient, encore une fois, étroitement liés ; il suffit de songer à la semaine des barricades, de penser à ce qui s'est passé en Algérie, sous la Cinquième République pour comprendre qu'avec des gouvernements de trois semaines ou de trois mois, qu'avec des institutions qui ne conféraient pas à l'Exécutif les prérogatives que nous avions souhaitées et se contentaient d'établir ou de faire établir, nous ne pouvions pas conduire comme elle aurait dû l'être et beaucoup mieux qu'elle ne l'a été l'inévitable et nécessaire décolonisation. Au surplus, Robert Schuman l'a dit et écrit quelques semaines après son départ du ministère des affaires étrangères dans un article publié par la NEF, article qui est un signe de sa clairvoyance et de sa fidélité. En réalité, c'est l'impossibilité de conduire la décolonisation et de la conduire à cause de l'inaptitude à laquelle la situation politique nous condamnait lorsque nous cherchions à corriger les institutions en vigueur, c'est à cause de cela qu'en définitive le M.R.P. n'a pas survécu.

Mais ai-je raison de dire qu'il n'a pas survécu ? Je n'en suis pas sûr du tout. Partout aujourd'hui où je jette mon regard, je trouve des amis qui sont restés des amis avec lesquels je ressens une solidarité profonde quel que soit leur choix politique. Je voudrais évoquer un souvenir. Avec Philippe Farine, ici présent, je me suis retrouvé à l'Hôtel de Ville de Paris, où devait être décerné un prix littéraire, lié au nom d'Emile Zola et à l'évocation de l'Affaire Dreyfus. Eh bien, Philippe Farine étant Conseiller socialiste de Paris et moi parlementaire et je le suis encore, d'une autre tendance, nous nous sommes trouvés d'instinct, immédiatement, totalement d'accord parce que l'essentiel était en cause.

Alors, évidemment chaque fois que nous sommes ensemble, nous pensons à celui sans lequel nous n'aurions pas découvert que la politique pouvait être un sacerdoce libre. Nous pensons à Marc. Et aujourd'hui, quand je pense à Marc, je ne me rappelle pas seulement les directives qu'il a déposées dans nos cœurs, je ne me rappelle pas seulement, comme l'a dit Mauriac, qu'il « nous a donné mauvaise conscience pour la vie », je ne répète pas ce que nous avons souvent dit, « l'amour est plus fort que la haine, il faut aller au vrai avec toute son âme ». Mais je me souviens d'un soir de 1932 ou 1933. Marc avait décidé de se consacrer aux « Auberges de la jeunesse » et il renonçait à l'activité proprement dite, et disait : « Allez chacun dans vos familles, suivez tous votre chemin, soyez le levain qui fera lever toute la pâte ».

Voilà ce que nous devons tenter d'être partout où nous sommes. C'est-à-dire partout sauf au Front National et au Parti Communiste parce que nous rejetons les totalitarismes même cachés et menteurs et c'est en définitive tout ce que vous souhaite le vieillard qui vous parle au moment où, malgré tout, s'il a un pied dans la tombe, il peut être au service de notre âme commune, les restes d'une voix qui ne tombe pas encore et d'une ardeur qui ne s'éteint pas.

Maurice Schumann, de l'Académie Française,
*ancien ministre, sénateur,
premier président du M.R.P.*

Oui, Maurice Schumann a été élu premier député de France, si je ne me trompe, en 1945. D'ailleurs, cela fait cinquante ans que je suis au supplice de parler avant, pendant ou après lui, j'en ai assez ! J'irai jusqu'au bout, mais, comme il est « immortel », que voulez vous que je fasse ?

Alors, laissez-moi vous dire que j'ai l'impression d'assister à un congrès de jeunes, quand je regarde les uns et les autres car la jeunesse est dans le regard, dans votre charme aussi, mesdames. J'assiste donc à un congrès de jeunes et à un nouveau départ, j'ai l'impression d'assister à une sorte de relais.

Il y a un mois à peu près, nous fêtons le centième anniversaire du Sillon. Je vois Maurice Schumann à un colloque des Semaines Sociales, je vois les anciens du Parti Démocrate Populaire puisque j'étais déjà dans ce parti, « en culottes courtes ». Et je n'ai jamais pu quitter tous ceux avec qui j'ai travaillé. Et je n'ai pas l'impression d'être à un banquet d'anciens combattants, au contraire. Car lorsque je vois des jeunes qui, s'adressant à moi, souhaitent pouvoir s'abonner au journal de l'Amicale, quand je vois certains groupes de jeunes - et Dieu sait s'il y a une désespérance, des jeunes n'ayant plus d'espoir, plus d'avenir, plus d'horizon - je leur dis que nous sommes

TÉMOIGNAGES

sur la création du M.R.P.

Les hommes et les femmes qui ont fait naître et grandir le M.R.P. il y a cinquante ans et qui sont encore parmi nous ont tous gardé la même foi qu'en cette période, héroïque pour certains d'entre eux.

Nous avons demandé à ceux que nous avons pu joindre un témoignage personnel sur ce qu'ils ont fait lors de la préparation, de la création ou des débuts du M.R.P. : pourquoi ont-ils voulu ce nouveau mouvement politique, comment ont-ils rencontré, souvent dans la clandestinité, ceux qui formaient le même projet au même moment, comment ont-ils appris sa naissance, quel engagement ont-ils pris pour le faire vivre et gagner ?

Voici une première série de leurs témoignages (d'autres sont attendus). Ils sont simples et directs, comme leur choix aventureux au temps de leur jeunesse ; et ils donnent de cette époque, mêlée de drames, de misère et de joie, l'image, irremplaçable pour l'histoire, du vécu. Rien n'y manque, surtout pas l'humour. Jugez vous-mêmes, amis lecteurs.

Jacques Parini

EMBALLÉ PAR LE PÈRE BALLOT ...

Personnellement, concernant mon adhésion au mouvement, je puis vous rapporter ceci.

Venant de rentrer d'Allemagne au titre du S.T.O., j'étais encore célibataire, vivais et travaillais chez mes parents, à Pithiviers (comme menuisier).

L'abbé Léonce Ballot, déjà membre du M.R.P., était venu demander à mes parents l'autorisation de téléphoner de chez eux, car il cherchait à recruter des candidats grands électeurs pour la consultation qui se préparait.

Il venait pendant l'heure du repas de midi pour être plus sûr de trouver les intéressés. Autant que je me le rappelle, il devait fournir une liste de 10 candidats. Bien souvent après ses recherches, il nous faisait part de l'avancement de son travail, mais aussi de ses déceptions et les commentait : « Ah ! ils sont d'accord, mais ils ne veulent pas s'engager » ! Tout cela dura un peu plus d'une semaine ; à la fin, il ne lui manquait plus qu'un nom que, malgré ses démarches, il n'arrivait pas à obtenir. Et cela avant une date butoir dont on se rapprochait de jour en jour. Un midi, alors qu'il paraissait plus déçu, j'intervins et lui demandai : « Mais que faut-il pour être grand électeur ? Devant les difficultés que vous rencontrez, peut-être pourrais-je vous aider ». Je le vois encore explosant d'étonnement :

- Ah ! vous accepteriez ?
- Pourquoi pas !

Et, ravi d'avoir complété sa liste, le « Père Ballot », comme on l'appelait, quelques jours après, me proposa la carte du M.R.P. J'étais déjà de ceux qui pensaient que l'esprit chrétien devait pouvoir aider à la reconstitution de la démocratie. C'est pourquoi j'ai dit oui ; et je dis encore oui aujourd'hui.

André Saillard

maire de Pithiviers de 1977 à 1983
conseiller général depuis 1979

...Et la palme pour Pierre Gabelle

Voici en quelques lignes ce que je peux savoir sur la création de la fédération M.R.P. du Loiret.

Dès la fin 1944 une équipe comprenant essentiellement Pierre Gabelle, Marcel Gombert, Georges Héau, Marie Rousseau, Bernard Philardeau, Maurice Brugerre, André Dupuis, crée la fédération du Loiret et s'efforce de l'implanter dans tout le département.

Ce n'est qu'après les élections municipales d'avril 1945 qu'elle se structure autour des élus qu'elle a pu avoir dans certaines villes, mais aucun à Orléans.

Pierre Gabelle est élu à l'Assemblée constituante le 21 octobre 1945.

La fédération prend une part active dans les campagnes pour le référendum du 5 mai 1946 et les élections législatives du 2 juin 1946 où Pierre Gabelle est réélu et où son second, Clément Tournemine (de Gien) ne manque son élection que de quelques voix.

René Violette (Briare)

DÉPUTÉ PAR ACCIDENT

J'avais été, avant la guerre, secrétaire général de la J.E.C. dans le Tarn. Evadé en novembre 1940, j'ai enseigné deux ans à Valence, puis à Grenoble à partir d'octobre 1942. Là, mon homologue de l'Isère me fit rencontrer les démocrates-chrétiens. A la mi-mars 1944, il nous invita chez lui pour rencontrer un émissaire, M. Pivot ... Je reconnus sans peine mon vieux camarade André Colin !

J'avoue tout de suite que je n'ai fait sauter aucun train, ni récupéré dans la nuit des armes parachutées. J'ai mis des tracts dans des boîtes aux lettres ; j'ai participé à des réunions clandestines. Ce n'est pas très glorieux. Nous préparions surtout, pour l'avenir, un «Mouvement républicain de libération», qui devint le M.R.P.

Grenoble ayant été libéré fin août, nous apprîmes que divers groupuscules attiraient des jeunes. On me demanda de les récupérer. A la mi-septembre, je pus réunir une quarantaine d'étudiants.

Comme Paris ne nous envoyait - et pour cause - ni directives ni matériel de propagande, j'avais rédigé en quelques jours une conférence-programme, qui fut assez bien accueillie. Pendant l'hiver je l'ai promené jusqu'à Lyon, Gap et Valence. Sous le titre «Eléments pour une doctrine», j'en ai fait quatre éditoriaux dans un quotidien régional, «Le Réveil».

En juin 1945, les militants de la Drôme me demandèrent de conduire leur liste pour les élections constitutionnelles du 21 octobre 1945. Je venais de me marier. A 31 ans, je me trouvais trop jeune. Bref, j'ai refusé. Et, devant leur insistance, je leur ai indiqué des candidats de valeur.

Les cours reprirent le 2 ou 3 octobre. Je vis alors arriver deux missionnaires de la Drôme : «Nous n'avons personne et nous ne voulons pas un parachuté. Toi, on t'a déjà entendu ; on t'a lu ; on mettra sur les affiches : ancien professeur au lycée de Valence».

Sur mon refus, ils changèrent d'arguments : «En 1936, la Drôme avait quatre députés Front Populaire. Cette fois, il y a deux autres listes modérées qui te prendront des voix. Tu n'as aucune chance d'être élu. Viens uniquement pour que nous soyons présents dans ce premier combat».

Je me suis laissé faire. En trois jours, j'ai rajeuni ma conférence d'origine. J'ai fait ma première réunion publique quinze jours seulement avant le vote. La maladresse des contradicteurs me permit chaque soir d'improviser des cocoricos ronflants.

Le 21 octobre 1945, je n'étais que troisième avec 23.000 voix ; cela suffit pour me faire élire. Le 2 juin 1946, 46.000 voix firent passer mon second de liste, Maurice-René Simonnet.

En juin 1951, j'ai demandé à Simonnet de me remplacer comme leader du M.R.P. dans la Drôme. Il eut aussi deux élus. Et je repris le chemin du lycée.

Pierre Dhers

DÉJEUNER CLANDESTIN AVEC GEORGES BIDAULT

Mes souvenirs, après un demi-siècle, sont si estompés sur les circonstances qui accompagnèrent la naissance du Mouvement Républicain de Libération, puis du Mouvement Républicain Populaire, que je ne peux m'aventurer au-delà des évocations suivantes.

Je me rappelle avoir, sous l'Occupation, participé à plusieurs déjeuners dans un restaurant ami où se rencontrèrent, dans un salon discret, des responsables de l'ancien Parti Démocrate Populaire, engagés dans la Résistance, des amis de la C.F.T.C., comme Gaston Teissier et Paul Verneyras, appartenant à des organisations clandestines et d'anciens membres de l'Action Catholique, eux aussi militants ou sympathisants de la Résistance comme A. Boissard, Charles Flory et Charles Blondel. A l'un au moins de ces repas se trouvait Georges Bidault, alors président du Conseil National de la Résistance.

Peu de temps avant la Libération de Paris, j'ai assisté à plusieurs réunions clandestines constitutives du M.R.L.

J'étais alors, après la déportation de la plupart des membres du Comité directeur du Mouvement Résistance, le responsable de celui-ci. A ce mouvement appartenaient beaucoup d'anciens militants des Jeunesses Démocrates Populaires dont j'avais été le président.

Lorsque le M.R.L. fit place au M.R.P., je fus élu au Comité directeur et à la Commission exécutive.

Robert Lecourt

DES CAMPS AU PALAIS-BOURBON

J'ai entendu parler pour la première fois du M.R.P. vers la fin de ma déportation par un camarade déporté.

A mon retour en France, le 20 mars 1945, j'ai eu confirmation de ce qui m'avait été dit.

J'avais été élu conseiller municipal en mon absence. J'ai été très sollicité de me présenter au Conseil général dans mon canton rural (dans la Marne). Et j'ai été élu après avoir déclaré au cours de la réunion du chef-lieu de canton que je m'inscrirais au M.R.P.

J'ai eu, à la suite de cette élection, des contacts et des réunions avec de nombreux militants du M.R.P., dont de nombreux résistants : Pierre Schneiter, Edouard Gorin, Roger et René Menu, Soudant ... Ils m'ont demandé de me présenter à l'Assemblée Nationale sur la liste M.R.P., derrière Pierre Schneiter ...

Je n'étais pas très chaud au départ pour me lancer dans cette grande aventure, mais l'insistance amicale d'anciens déportés M.R.P. et de mes nouveaux amis m'a conduit à accepter. Je ne l'ai pas regretté.

René Charpentier

SANS ARGENT MAIS ÉLU !

Rien ne me destinait à une carrière politique. Avocat à Belley (Ain), 35 ans, trois enfants, je n'avais jamais brigué un mandat électoral.

• **SEPTEMBRE 1945.** Un groupe de chrétiens de Bourg-en-Bresse, résistants (réseau de Témoignage Chrétien - soutien aux maquisards) cherche à monter une liste M.R.P. pour les élections législatives. Bien renseignés sur la Bresse et les Dombes, ils le sont beaucoup moins sur le Bugey ; un cantonnier de Bréghier-Cordon leur sert d'antenne et ils s'adressent à lui. Il me connaît comme chrétien et comme lecteur de «l'Aube», journal de Georges Bidault.

Il me présente aux demandeurs comme «un bourgeois pas trop réactionnaire, très opposé au nazisme depuis son origine et à Vichy depuis les premières lois sur les Juifs et les Francs-maçons»... un vrai M.R.P. qui s'ignore.

Bourg me propose la quatrième place sur leur liste. J'avais déjà refusé d'être nommé par Vichy premier adjoint de Belley, puis, plus tard, de me présenter pour le conseil général. Cette fois, j'accepte pour aider ma famille spirituelle dans un combat difficile, nous laissant d'ailleurs peu de chances de succès.

• **OCTOBRE 1946.** Un coup de fil amicalement impérieux me convoque pour un problème urgent : le candidat tête de liste-mandouze, je crois - vient d'être nommé professeur à Oran et abandonne sa place ... que l'on m'offre.

Arrivé à Bourg, je me trouve en face de trois personnalités exceptionnelles : Me George, avocat, veuf, trois enfants, dont la simplicité et la rectitude de vie privée et professionnelle forcent l'admiration ; Mlle Thérèse Sommier, visiteuse des prisons, qui, chaque jour, lit l'office monacal et qui, suivant l'expression d'un militant, «a transformé la maison de jeunes filles qu'elle dirige en un repaire de maquisards» ; enfin César Monnet, le vrai père du M.R.P. de l'Ain. Syndicaliste C.F.T.C., son travail, son dévouement, sa largeur d'esprit et sa bonté lui ont valu le respect et l'estime de tous les syndicalistes jusqu'à l'extrême gauche, ce qui nous sera bien utile pour une campagne électorale qui s'annonce particulièrement agitée.

Tous trois d'ailleurs m'indiquent - car ils en sont convaincus - que leur liste n'a aucune chance d'avoir d'être élu dans un département dans les deux-tiers duquel je ne suis pas connu, qui est de vieille tradition radicale, passablement anticléricale et dominé alors par le Parti communiste.

J'avoue que je suis séduit par ce trio et j'accepte.

Nous faisons, sous l'égide de César Monnet, une campagne joyeuse et dynamique, pratiquement sans argent, créant nos affiches que les militants colleront, organisant deux secrétariats entièrement bénévoles et nous déplaçant dans ma seule voiture.

Je suis élu en tête du département et Mlle Sommier, seconde de liste, voit la victoire lui échapper pour peu de voix.

Je serai réélu aux deux législatives suivantes, puis j'ai préféré arrêter cette expérience et, en 1951, je ne me suis pas représenté, me contentant de m'occuper de la formation des militants jusqu'à la disparition du M.R.P.

Pierre Dominjon

LE M.R.P. ? DÉCIDÉMENT, IL FALLAIT LE FAIRE

De retour de captivité le 13 juillet 1945, puis de retour à Paris fin septembre, après remise en état en Bretagne, je reprends contact avec mes camarades d'avant 1940.

- **Septembre 1945**, à Paris, 5e.

Daniel Pépy (boursier à Sciences Po., de mouvance démo-chrétienne comme moi-même, à la Cité Universitaire de 1937 à 1939) me dit :

- Pourquoi préparer ce concours (d'entrée au Conseil d'Etat), alors que tu viens de stagner pendant cinq ans entre les barbelés et que la France réclame le mouvement et l'action : ce pays est à reconstruire sans délai et nous avons besoin de toi ; le M.R.P. t'attend.
- Le M.R.P. ?

- **Trois jours après**. Daniel :

- Albert Gortais t'attend après-demain, à 11 heures, «Aux 100.000 chemises» du Boul' Mich., où , aux côtés d'André Colin, il y «structure» le M.R.P..
- André Colin ... ? Le M.R.P. ... ?

- **Deux jours plus tard** («Aux 100.000 chemises»). Albert :

- Daniel sait qui vous êtes. C'est maintenant qu'il faut s'engager. Le M.R.P. vous propose d'assurer le secrétariat de son groupe parlementaire à l'Assemblée Nationale Constituante. Georges Hourdin a accepté cette fonction, mais, débordé, il sera heureux de vous transmettre cette charge. Car nous aurons peut-être cent députés ...
- Georges Hourdin ... ? Un groupe M.R.P. ?

- 15 octobre 1945.

Eclairé et motivé par Daniel et Albert, je décide d'accepter «l'aventure M.R.P.», et d'abandonner (à regret) ma préparation de concours.

- **16 octobre 1945**.

Georges Hourdin m'accueille au Palais-Bourbon et me présente aux agents de l'Assemblée. Scepticisme général de ces messieurs envers les représentants que nous sommes d'un parti non enregistré sous la Troisième République...

- **22 octobre 1945**.

Cent quarante-trois députés M.R.P. ont été élus la veille ! Beaucoup d'entre eux «n'en reviennent pas» : de partout, ils se précipitent à l'Assemblée pour s'en convaincre.

Au «groupe», l'espoir est débordant ; ... et l'accueil débordé.

- Le M.R.P. ?

Oui, décidément, il fallait le faire !

Jacques Flaud

A MULHOUSE, AVANT MÊME LA LIBÉRATION ...

En premier lieu, il convient de rappeler que si la quasi totalité du territoire national était libéré en octobre 1944, la libération de l'Alsace n'a eu lieu qu'entre novembre 1944 et février 1945.

A Mulhouse, dès décembre 1944, donc avant la libération de Colmar, quelques militants chrétiens se sont retrouvés pour réfléchir à la création ou à la renaissance d'un parti chrétien dans le Haut-Rhin.

En liaison avec le préfet de la Libération, Jacques Fonlupt-Esperaber (futur député M.R.P.), ils se sont, dès le départ et en grande majorité, prononcés pour le M.R.P., alors que leurs amis du Bas-Rhin se sont d'abord retrouvés au P.R.P. (Parti Républicain Populaire), créé en février 1945 à Strasbourg.

Dans nos deux départements, le souhait est alors exprimé de voir naître «un grand parti chrétien d'Alsace qui s'attache à défendre le patrimoine religieux et moral des populations alsaciennes».

Le M.R.P. apparaît comme le plus à même de répondre à cette attente. Dans cet esprit,

Jean Balestreri (futur député), se rend à Paris en janvier 1945 pour prendre contact avec les responsables nationaux du M.R.P. Il y rencontre notamment André Colin, Robert Bichet et Francisque Gay, au Centre national de la rue de Rivoli, et Jean Teitgen, Chef de cabinet de P.H. Teitgen, alors Ministre de l'Information, pour une réflexion sur la presse locale en Haute-Alsace.

Parallèlement, l'équipe mulhousienne, Balestreri, Fahrer, Faller, Vogel, Wasmer (futur député) ..., rejointe par les anciens députés U.P.R., Fuchs et Hartmann, décide de s'affilier au M.R.P.

Début mars, après une rencontre avec Robert Bichet, venu en mission en Alsace, la section M.R.P. de Mulhouse est confirmée et chargée de prendre contact avec Colmar pour créer une fédération du Haut-Rhin.

A Colmar, les choses évoluent toutefois moins vite. Robert Bichet rappelle à ce sujet (1) le rôle du Chanoine Hincky, résistant de la première heure et attaché au Cabinet du Général de Gaulle, qui voit d'un mauvais œil «*ces Parisiens venus régenter l'Alsace*». Il faudra du temps, l'intervention des jeunes militants auxquels se joignent notamment le futur maire de Colmar, Joseph Rey, et l'ancien sénateur Pflieger, pour assurer l'implantation du M.R.P. à Colmar et permettre la création de la Fédération du Haut-Rhin.

Enfin, en juillet 1945, a lieu à Strasbourg une rencontre avec les responsables «P.R.P.-M.R.P.» du Bas-Rhin, en présence notamment de Maurice Schumann et Gaston Tessier, qui jouera le rôle de conciliateur. Elle aboutira à l'intégration du P.R.P. dans le M.R.P. et ainsi à faire rentrer dans la vie politique française l'ensemble des forces vives de la tradition sociale-chrétienne en Alsace.

Jean Balestreri, ancien député M.R.P., et
Gérard Tribler

(1) Robert Bichet, *La démocratie Chrétienne en France (1980)* - page 58.

CLICHY : PREMIÈRE SECTION M.R.P. DE FRANCE

Parmi les camarades survivants qui ont participé ou assisté à la naissance du M.R.P. en novembre 1944, plusieurs ne manqueront pas d'évoquer tel ou tel souvenir des circonstances qui ont précédé ou entouré, il y a cinquante ans, la fondation de notre mouvement. Pour ma part, je voudrais simplement rappeler les conditions dans lesquelles la Section de Clichy-la-Garenne, commune de la banlieue Nord-Ouest de Paris, a été désignée comme «la première section M.R.P. de France». Ce titre glorieux aurait pu, sans doute, être réclamé par d'autres sections nées à la même époque un peu partout dans le pays. Quoi qu'il en soit, voici, dans une relation très personnelle, le récit des faits tels que je les ai vécus avec, en premier lieu, un léger rappel d'histoire locale.

Dans les années 1930/1940, Clichy comptait une section très vivante et active du P.D.P. (Parti Démocrate Populaire). Ayant fait partie, d'une part, des Jeunes Démocrates du Finistère, d'autre part, du Groupe des Etudiants de Paris, aux côtés de Robert Lecourt, Louis Bour, Jean Mégret, François Paugam (qui fut après la guerre maire de Quimper), j'ai adhéré, dès mon arrivée à Clichy, à la section P.D.P. puis, avec quelques camarades, nous avons constitué, au sein de la section, une équipe de jeunes dont la préoccupation essentielle, dans ce secteur populaire, fut l'étude et l'examen sur place des problèmes sociaux. La plupart d'entre nous étaient en effet des ouvriers et employés. A diverses reprises nous avons participé à des rencontres au plan national, tel, par exemple, un important rassemblement des J.D.P. à Orléans, où nous avons déjà pu apprécier les talents d'orateur du jeune Pierre-Henri Teitgen.

Sous l'occupation et du fait de l'interdiction de tout parti politique (le P.D.P. s'est lui-même sabordé, pour reprendre l'expression de notre ami Pierre Dhers), notre activité s'est évidemment très réduite. Nous avons alors agi dans diverses associations non interdites : le Mouvement Populaire des Familles (M.F.P.), la L.O.C., la J.O.C. N'oublions pas que la J.O.C. française est née à Clichy en octobre 1926, à l'initiative du dynamique et entreprenant Abbé Guérin qui était vicaire dans l'une des paroisses de la Commune. Tout en observant la discrétion la plus ferme et en évitant des contacts trop périlleux, certains d'entre nous - nous l'avons appris à la Libération - ont pris une part active dans des mouvements de résistance comme «Défense de la France» (D.L.F.), «Ceux de la Résistance» (C.D.L.R.) ou «Combat». D'autres, comme

Maurice Trambouze, se sont insérés dans des réseaux qui ont eu pour mission, en particulier, la récupération, l'hébergement d'aviateurs abattus ou des évadés et d'assurer leur passage en Espagne ou vers certaines criques des côtes de Bretagne en vue de leur départ vers l'Angleterre. L'une de ces filières, que j'ai quelques raisons d'avoir connue, a eu comme «clients» des personnalités telles qu'Honoré d'Estienne d'Orves et Pierre Brossolette.

En tout cas, quelques semaines avant le débarquement attendu et préparé, nous nous sommes peu à peu retrouvés et avons tenu déjà des rencontres intéressantes. En mars-avril 1944, j'ai pour ma part participé à une réunion chez Louis Bour, rue de Rome à Paris ; notre hôte, qui fut président des J.D.P. de la région parisienne, avait pu assurer quelques liaisons et se chargeait de relancer ses anciens compagnons. Au cours de cette réunion et sous l'impulsion de mon compatriote finistérien André Colin, furent étudiées les conditions de création et d'organisation d'un mouvement démocrate chrétien rassemblant autant que possible, dès la fin combats de libération du territoire, des militants et adhérents d'anciens partis politiques tels que le P.D.P. et la Jeune République, de syndicats ou de groupes d'action catholique (Colin avait été un dirigeant de l'A.C.J.F.) . La réunion eut également pour objet la recherche et le choix des représentants de notre mouvance démocrate chrétienne dans les comités locaux de Libération appelés à s'installer à la place des conseils municipaux dans la région parisienne, soit 20 à Paris et 80 en banlieue.

Dans les semaines qui suivirent cette réunion, je me suis appliqué à informer nos amis et à garder le contact avec les camarades dispersés. Ce travail, nécessairement limité au plan local, s'est révélé fructueux. L'approche certaine de la Libération redonnait espoir et confiance. Le bouche à oreille a été le meilleur outil de propagande. Le regroupement s'est grandement élargi dès la réapparition du journal «l'Aube» et la diffusion d'un tract édité sous l'égide du M.R.L. (Mouvement Republicain de Libération) précurseur provisoire du futur M.R.P.

Dans les premiers jours d'août 1944, le comité local de Libération se mettait en place et j'en faisais aussitôt partie, sous le titre de démocrate chrétien et sous le patronage, que je revendiquais, de Georges Bidault, devenu président du Conseil National de la Résistance. Le camarade Maurice Trambouze devait m'y rejoindre peu de temps après.

Entre-temps mettant à profit ce climat favorable, nous avons pu obtenir la disposition d'un local inoccupé situé sur la rue principale de la ville et y avons installé une permanence tenue avec soin et dévouement par un permanent «bénévole».

A l'annonce de la parution de «l'Aube», j'ai appris que l'on pouvait se procurer des exemplaires du journal au patronage de Championnet, dans le 18^e arrondissement de Paris. Avec un camarade, nous nous sommes rendus sur place à vélo et avons pu charger sur nos porte-bagages une centaine de numéros. Ceux-ci furent déposés à notre permanence et, dès le lendemain, des volontaires se sont lancés dans la vente à la criée, dans les rues, aux portes des églises et aux alentours des marchés. Cette diffusion publique par des militants, la tenue d'une permanence vers laquelle étaient dirigés les acheteurs ont provoqué des contacts, des visites, des entretiens et même des aides financières et des adhésions anticipées. C'était déjà les prémices d'une prochaine section.

Entre-temps des relations étaient établies au plan national avec le M.R.L.

Au plan local, nous avons mis en place une équipe réduite de responsables en vue de faciliter les rapports avec la mairie et avec les instances du futur M.R.P. Dans cette équipe figuraient des amis aujourd'hui disparus ; les autres ont assumé avec zèle et fidélité les missions et travaux qui leur étaient confiés et ont largement contribué aux succès que devait remporter notre section lors des élections qui ont eu lieu à cette époque ; on les retrouve aujourd'hui pour la plupart au sein de l'Amicale du M.R.P. : Germaine Touquet (dont le mari n'est jamais rentré de déportation), Geneviève Duval, qui fut emprisonnée deux ans par la Gestapo, Andrée Ernie, Maurice Trambouze ...

Le 25 novembre 1944, je participais au Congrès qui fut l'acte de naissance du M.R.P.. Dès le lendemain, réunion de notre équipe locale et adhésion totale au Mouvement. Nanti de cet accord, je me suis rendu au siège provisoire de cette nouvelle formation pour y faire part de la création de notre section. C'est là que je fus reçu par André Colin, René Rollin et je crois Robert Bichet. Colin déclara «Voici la première section M.R.P. de France» et enregistra notre adhésion.

La section se montra toujours active et entreprenante ; nous avons pris peu à peu contact avec les amis des communes voisines telles que Levallois, Asnières, Courbevoie, Genevilliers ... En avril 1945, nous pouvions présenter avec succès aux élections municipales une liste complète de 34 candidats. Puis, aux

élections à la première Assemblée Nationale Constituante en octobre 1945, le M.R.P. me plaça en seconde position, près de Fernand Bouxom, dont la candidature avait reçu un accueil et un soutien particulièrement chaleureux de la part d'une section essentiellement constituée de militants et d'anciens adhérents de la J.O.C.

Cette section a maintenu au cours des années et consolidé sa place et son influence dans la ville de Clichy. Aux diverses élections municipales plusieurs de ses membres ont été élus et certains ont été appelés aux fonctions de maire-adjoint tels Paul Le Métayer, André Duval, Germaine Touquet, Georges Quiclet (cofondateur de la J.O.C.)

Ce rappel des événements survenus et des actions menées il y a cinquante ans laisse planer une évidente nostalgie. Trop de camarades de la première heure nous ont malheureusement quittés. Puissent ces lignes ranimer au cœur des survivants la flamme vivante de leur souvenir !

Yves Fagon

LA LORRAINE MOSELLANE SE DONNE AU M.R.P.

- **ETE 1942.** Les Alsaciens-Lorrains sont mobilisés dans la Wehrmacht nazie, en violation des accords internationaux. Je suis envoyé à l'école d'officiers de sous-marins à Kiel. Au lieu d'aller vers le nord, je file vers le sud et aboutis à Clermont-Ferrand, où l'Université de Strasbourg est repliée. Je plonge dans la Résistance, comme «déserteur» de la Wehrmacht.
- **ETE 1944.** Paris est libéré. Les démocrates-chrétiens se cherchent et se retrouvent autour de Georges Bidault, André Colin et Maurice Schumann. Je m'y lance à corps perdu, avec la mentalité de boy-scout. J'ai 22 ans. Je vends «l'Aube» sur le Boul' Mich', à la criée, encouragé par certains, fusillé du regard par d'autres ; pensez donc : «le marxisme est l'horizon indépassable de l'humanité» (Sarthe).
- **25-26 novembre 1944.** J'ai la joie de participer au Congrès constitutif du «Mouvement Républicain Populaire». Peu après, Robert Bichet m'envoie en Moselle, comme «délégué départemental», avec mission d'y fonder le mouvement. Metz vient d'être libéré.
- **Journée grise de décembre 1944 :** la première personne que je vais voir, c'est Robert Schuman. Il est inéligible et frappé d'indignité nationale, lui le premier parlementaire français à avoir été incarcéré par les nazis, le 14 septembre 1940. Motif de «l'indignité» : il a été membre pendant trois semaines du premier gouvernement Pétain, comme sous-secrétaire d'Etat aux réfugiés. Il n'y a jamais siégé et a démissionné dès qu'il a pu rejoindre Vichy, pour aussitôt retourner à Metz, auprès des Lorrains en désarroi.
- **Robert Schuman** est serein, mais blessé. J'interviens en vain auprès de François de Menthon, Garde des Sceaux. Il faudra une intervention personnelle du général de Gaulle, en septembre 1945. Il était temps. Les élections à la première Constituante ont lieu le 21 octobre 1945. Entre-temps, la Fédération MRP de la Moselle s'est étoffée. Mais Robert Schuman ne l'a pas rejointe ; la blessure est encore trop vive. Il a fondé le «Rassemblement démocratique de la Moselle». Je refuse de céder aux injonctions de Paris, où l'on veut des listes M.R.P. homogènes partout. Le M.R.P. et le Rassemblement forment une liste d'entente qui enlève 4 sièges sur 7, dont 2 reviennent au M.R.P.
- **Le 8 novembre 1945,** Robert Schuman rejoint sa famille politique. Il est élu président de la fédération mosellane ; j'en suis le secrétaire général. A la seconde Constituante, la Fédération présente, bien entendu, une liste M.R.P. homogène menée par Schuman ; l'élection a lieu le 2 juin 1946 ; le M.R.P. remporte 5 sièges sur 7. Ce même mois, Robert Schuman, président de la Commission des Finances pendant la première Constituante, se retrouve Rue de Rivoli, en charge des finances de la France. Son nom a été suggéré à Bidault par Mendès-France qui s'était récusé. L'homme d'Etat radical avait été impressionné par la maîtrise des finances de l'Etat du député lorrain.

Le reste appartient à l'histoire, notamment la Déclaration du 9 mai 1950, qui marque l'apogée de la vie de Robert Schuman. Ce jour-là, il a mis en route «la seule idée neuve du 20^e siècle en politique» (Lecanuet), l'Europe communautaire dont il est l'initiateur. Il y aura 45 ans, ce 9 mai 1995 ...

René Lejeune *

* Auteur de «Robert Schuman 1886-1965» Desclée de Brouwer 1989. A paraître, en 1995, aux Editions Mame : «Robert Schumann. La Sainteté de la politique».

UN EXEMPLE DE CE QUE LA POLITIQUE PEUT PRODUIRE DE PLUS DÉSINTÉRESSÉ

Journaliste et homme de lettres, Jean Ferniot, après une carrière déjà longue et variée, continue à jouir d'une grande renommée dans tous les milieux.

En revanche, peu de gens savent qu'il avait une préférence pour le M.R.P., quand il était observateur du monde politique du temps de la Quatrième République.

Voici son témoignage ; il nous l'a apporté lors du déjeuner du Cinquantenaire, le 25 novembre dernier.

Au moment où naissait le M.R.P., j'entrais en journalisme. Le quotidien qui m'accueillait venait, comme ce nouveau parti, de la Résistance. Il s'appelait **Franc-Tireur** ; bien que de gauche et passablement anticlérical, il avait en commun, avec les démocrates-chrétiens, de n'entretenir en son sein personne qui eût porté la francisque. Bernard Lefort et moi, qui assurions la chronique politique, nous nous exprimions librement : nous avons fini par faire admettre à nos mangeurs de curés que le M.R.P. était moins calotin que, simplement, chrétien. Et tolérant. Et démocrate. Et honnête.

Ce parti donnait, comme ceux auxquels alors il était allié, en butte aux attaques convergentes des communistes et des gaullistes, l'exemple de la rigueur républicaine. Cette attitude, plus courageuse qu'il n'y paraît aujourd'hui, ne lui épargnait pas certaines erreurs, par exemple son obstination à s'accrocher au vieux système colonial, mais ces erreurs, alors, il n'était pas seul à les commettre.

Il y eut, sous la IV^{ème} République, des « scandales », qui feraient sourire aujourd'hui, et qui n'éclaboussèrent jamais le candide M.R.P., vêtu de lin blanc. Un homme comme Robert Schuman, président du conseil, trouvait tout naturel, quand il avait envie de voir un film de faire la queue devant le cinéma. Un homme comme Pierre-Henri Teitgen, ministre, n'aurait pas admis de faire payer par l'Etat l'essence de sa voiture, quand il se rendait dans son département d'Ille-et-Vilaine.

Au M.R.P. je nouai des amitiés durables, d'abord avec ceux que je connaissais d'avant guerre : Marc Sangnier, dont j'avais été un an l'obscur collaborateur ; Georges Bidault, qui fut mon professeur au lycée Louis-le-Grand ; Albert Gortais, pur entre les purs ; Francisque Gay et Louis Terrenoire, patrons de cette Aube que je vendais le dimanche sur le parvis de l'église Saint Médard.

D'autres devinrent et restèrent des amis très chers, hommes de devoir, de modestie, de conviction, de probité : Robert Buron, Henri Bouret, Edmond Michelet, Charles Barangé, Jules Catoire, André Monteil, Pierre-Henri Teitgen et son frère Jean, Maurice Schumann, Pierre Pflimlin, Robert Lecourt, Paul Bacon, Jean Lecanuet ... Plusieurs sont morts, aussi dignement qu'ils avaient vécu.

Puisque l'occasion m'en est offerte, je veux rendre hommage aux hommes et aux femmes de ce parti, auquel je n'ai (pas plus qu'aux autres du reste) jamais appartenu, mais que je respecte comme un exemple de ce que la politique peut produire de plus désintéressé.

Pour moi, rien n'illustre mieux la morale politique du M.R.P. que ce mot de Pierre-Henri Teitgen :

« Homme public n'est pas le masculin de femme publique ».

Jean Ferniot

NDLR : Une remarque, ami Ferniot, à propos de la décolonisation : c'est un président du Conseil M.R.P., Pierre Pflimlin, qui, pour avoir proposé une solution politique à la guerre d'Algérie, a dû démissionner sous la menace d'une guerre civile provoquée par un projet de putsch politico-militaire..

FRANCE-FORUM

A l'occasion du cinquantenaire de la création du M.R.P., la revue France-Forum publie, dans son numéro d'octobre-décembre 1994, les témoignages de plusieurs de nos grands anciens sur les origines du M.R.P. ainsi que diverses considérations sur son rôle, de sa naissance à son déclin.

Pour vous procurer des exemplaires de cette livraison exceptionnelle, adressez-vous à « **France-Forum** » 133 bis rue de l'Université 75007 Paris • Tél. : 45.55.10.10.

Abonnement annuel : 120 F, abonnement de soutien : 150 à 200F, le numéro : 30F - C.C.P. PARIS 14 788-84 N.

suite de la page 4

toujours là en tant que parti politique traditionnel ou encore en activité. C'est nous, avec les uns et les autres, c'est nous après le Sillon, le P.D.P., les Semaines Sociales, c'est nous qui sommes là et qui portons la réponse à l'espérance. Au moment où tout est remis en cause, je vous le dis, mes chers amis, nous avons tracé le sillon, nous sommes la sève quelle que soit l'étiquette. J'en suis persuadé, nos enfants, nos descendants, tous ceux qui ont suivi le chemin tracé par nos ancêtres, seront là encore plus forts et plus vigoureux, toujours déterminés. Vive le M.R.P. !

André DILIGENT

Sénateur du Nord, ancien député, et ancien maire de Roubaix

Je suis venu de Pau avant de repartir pour Pau entre deux sessions du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, parce qu'il m'aurait paru inconvenant que ceux qui ont aujourd'hui la charge transitoire d'exprimer le message de cette famille ne soient pas là. Et je suis très heureux que deux membres du Gouvernement, Bernard Bosson et moi-même, ayons été présents pour dire ce qu'est l'héritage, ce que nous en avons reçu et quelle volonté est la nôtre pour que cet héritage non seulement rayonne sur le siècle qui vient mais façonne ce siècle.

Je vais vous dire en quelques mots que, pour moi, d'abord le M.R.P. ce sont des visages. Il se trouve que la chance a fait, la vie a fait, une chance inattendue pour quelqu'un de ma génération (je suis né en 1951), m'a fait rencontrer la plupart de ceux qui ont eu la charge du M.R.P. ou leurs proches.

Maurice Schumann a bien voulu rappeler la communauté de combat qui est la nôtre et, je crois, la communauté d'inspiration car il a été le premier président du M.R.P. . Marguerite Colin et moi-même, par voie de cabinet interposé, nous avons pu nouer des liens. J'ai été le collaborateur personnel et l'ami des deux derniers présidents du M.R.P. : de Pierre Pflimlin pendant 3 ans alors qu'il était président du Parlement Européen, car en 1984, lorsqu'il a été élu, il m'a appelé auprès de lui ; et j'ai été l'ami proche de Jean Lecanuet tout au long des douze ou quinze années qui nous ont permis, André Diligent est là pour en témoigner, de porter le message et le visage de cette famille.

Ce sont donc pour moi des hommes et des femmes d'une chaîne qui ne s'est jamais interrompue. Je veux leur dire à tous la gratitude qui est la mienne pour la chaleur tout à fait unique de leur inspiration semblable à aucune autre, quel qu'ait été leur engagement ultérieur. La chaleur unique de l'inspiration qu'ils ont réussi à créer dans ce monde politique où, vous le savez, le mot «amitié» est généralement employé comme prémices d'un coup de poignard !

Nous, nous avons su faire cette «âme commune», qui est, vous le savez, le nom même du petit journal qui, pendant longtemps, a essayé de faire vivre le message du Sillon. Ce sont deux beaux visages et, par ces visages, nous sommes habités comme l'arbre est habité par la sève qui vient de ses racines ; et cela ne s'interrompra pas, j'en fais pour ma part le serment.

Mais il y a un deuxième élément que je voudrais retenir devant vous et qui me servira de conclusion : la tentative du M.R.P., l'entreprise du M.R.P., qui a consisté à faire en sorte que nos idéaux s'incarnent dans un mouvement, que ces idéaux, notre inspiration, se donnent aussi des mains pour façonner le monde, des mains efficaces, des mains puissantes, des mains organisées ; cette entreprise-là, non plus, n'est pas achevée.

Et la présence de cette inspiration consiste à faire en sorte que les réalités spirituelles les plus profondes ne renoncent pas à façonner la réalité, qu'elles ne soient pas considérées comme expérience à la réalité mais qu'elles en soient réellement l'architecte et le constructeur, qu'elles soient enfin efficaces,, mains de maçon, mains de paysan. Le monde change, mais, parce que notre inspiration sera toujours présente, nous n'y avons pas renoncé et je veux dire simplement ceci : du succès de cette entreprise, de la construction de cette volonté, de cette maison qui changera le monde, dépendent les questions qui feront la survie et l'avance de la France dans ce vingt-et-unième siècle. La question de l'Europe, pour laquelle on ne trouve plus de défenseurs, on ne voit plus que des procureurs totalement injustes et totalement à courte vue ; la question de la structure de la Communauté française et de sa décentralisation ; la question de leur identité : identité de l'Europe, identité de la France, identité des régions dans ce monde où les intégrismes font le travail que nous connaissons, la question du retour de la morale en politique, toutes ces questions ne seront résolues que si nous avons conscience de notre inspiration et qu'en plus nous acceptons de devenir puissants.

Il n'y a pas d'autre témoignage ni d'autre héritage du M.R.P. que cette amitié et cette volonté de changer le monde. Nous allons y être fidèles.

François BAYROU

Ministre de l'Education nationale

Il fallait une voix féminine pour le cinquantième anniversaire de la fondation du M.R.P. Beaucoup de voix ici seraient plus autorisées que la mienne. Je pense que ce choix a été dicté par le nom de famille que je porte.

Nous aurions voulu applaudir les grandes voix féminines de 1944. Solange Lamblin, Germaine Peyroles, Josée Dupuis, Germaine Poinso-Chapuis, Francine Lefebvre, Renée Prévert, Marie-Hélène Cardot, Simone Rollin, Marie-Hélène Lefaucheux, Marie-Angèle Charvolin, Germaine Touquet.

Puisqu'il s'agit des femmes et du M.R.P. on peut évoquer ce que le M.R.P. a apporté aux femmes, et ce que les femmes ont apporté au M.R.P.

Même si elles ne furent pas nombreuses à être élues, si elles ont eu des seconds rôles efficaces, elles étaient heureuses d'appartenir à un Mouvement.

Au M.R.P. elles ont apprécié le dynamisme, l'accueil, l'ouverture sur le monde, l'idéal démocratique du Mouvement.

Au M.R.P. les femmes ont bénéficié d'une formation approfondie et se sont instinctivement retrouvées dans les aspirations européennes et l'attachement aux valeurs humaines universelles.

Au M.R.P. on a reconnu le statut spécifique des femmes ; elles ont été respectées, écoutées. Elles ont apprécié la camaraderie, l'amitié, l'appartenance à une famille d'esprit.

Les femmes ont beaucoup apporté au M.R.P., elles ont donné sans compter leur temps, leurs veillées, leur esprit militant, le sens de l'organisation des réunions, leur sens de l'humour et leur bulletin de vote ...

En effet, l'analyse de l'électorat du M.R.P. a révélé qu'il était à 60% féminin (c'est parce que dans le silence de l'isoloir, la femme avec lucidité accorde son suffrage aux candidats sincères démocrates qui ont la tête dans le ciel et les mains propres).

Je n'étais pas le 25 novembre 44 à la fondation du M.R.P. mais, quelques années après, des camarades m'ont entraînée et je suis arrivée un beau matin au bureau d'études que dirigeait un militant authentique et efficace, Joseph Fontanet.

Au début, j'ai gratté quelques papiers sur des propositions relatives à la santé, à l'agriculture et, au bout d'un mois, Fontanet m'a indiqué que je pouvais et devais rester. Militante rue de Poissy pendant trois ans, j'ai côtoyé Albert Gortais, René Guyomard, Jean Fonteneau, les élus municipaux, avec Léo Hamon, le Pasteur Lagravière. J'ai participé aux réunions des congrès où s'élaborait la doctrine du M.R.P.

J'y ai rencontré les militantes de toute la France et je voudrais rendre hommage et remercier toutes ces femmes qui ont assuré la trame et la durée du M.R.P. dans toutes les fédérations.

Nous étions une famille unie, maintenant éclatée, mais, quel que soit l'engagement, les femmes «entrèrent toujours dans l'espérance».

Pour terminer j'aimerais proposer à votre réflexion celle qu'exprimait Jean Lecanuet en conclusion du Congrès CDS de Lyon en 1977 : «Le tournant est devant nous... C'est dans les périodes de transition et de mouvance qu'il importe de dire qui l'on est, d'où l'on vient, où l'on va, ce que l'on veut faire et ce que l'on veut devenir ... Il faut secouer la résignation, s'arracher aux manœuvres et regarder avec ferveur l'avenir...»

Marguerite COLIN

Je n'ai jamais adhéré à aucun parti politique, un journaliste, tel que je conçois ce métier, s'en abstenant, mais, tout en n'ayant jamais eu de carte d'aucun parti, j'en ai possédé une tout de même quelques jours : c'était en 1944. Car il faut vous dire qu'avant la guerre je vendais «l'Aube» devant l'église Saint-Médard, j'appartenais à cette famille, Georges Bidault était mon professeur au lycée Louis le Grand. A l'époque, bref, je me trouvais dans cet esprit démocrate-chrétien. Donc en 1944, je suis allé place de l'Opéra où se trouvait un bureau provisoire des démocrates-chrétiens, qui n'avaient pas encore de nom, et je me suis aperçu qu'ils s'en étaient donné un et j'ai possédé, donnée par Jean Teitgen, frère de Pierre-Henri, mon confrère et ami très cher, une carte du Mouvement Républicain de Libération ; je l'ai gardée. J'ai cessé d'avoir quelque activité politique active que ce soit, c'est-à-dire en tant que militant, mais je peux vous dire, et c'est le témoignage que je vous apporte : ayant essayé d'exercer mon métier avec autant de conscience qu'il est possible au travers de différents organes de presse, radio, télévision, je me suis fait beaucoup d'amis dans le monde politique mais je n'ai jamais eu autant d'amitiés sincères et durables que chez vous. Merci !

Jean FERNIOT

L'ami Coville : 90 ans et toujours d'une juvénile ardeur.

Le 29 novembre dernier, notre estimé secrétaire général, bien connu des lecteurs de notre bulletin pour ses chroniques et autres entrefilets, était invité, accompagné de son épouse, à fêter ses quatre-vingt dix printemps, au cours d'un dîner amical donné en son honneur à «L'Alsace à Paris», à l'initiative de la Section C.D.S. du 6^{ème} arrondissement de Paris.

L'Amicale du M.R.P. y était représentée tant par son président Jacques Mallet que par plusieurs membres du Bureau de celle-ci, et par un certain nombre de nos anciens militant(e)s des grandes heures de la Section locale du M.R.P. qui, par leur présence, entendaient témoigner à leur ancien président de leur fidélité au souvenir de son engagement actif et désintéressé pour faire triompher l'idéal démocratique et social qui était et est toujours notre aspiration commune.

Il revint à Gisèle Favra, conseiller de Paris et adjoint spécial au maire du 6^{ème} arrondissement de résumer, en un panégyrique affectueux, la riche et longue carrière de Jean Coville, tandis que Régis Nacfaire, le jeune président de la Section locale du C.D.S., tirait de l'exemplarité du parcours de notre ami une leçon de militantisme dont il souhaitait que s'inspire les générations appelées à maintenir le flambeau de nos convictions.

En dépit d'obligations qui le retenaient par ailleurs, Jean Tibéri, député et premier adjoint au Maire de Paris, est venu par sa présence marquer l'estime qu'il portait à Jean Coville pour son dévouement à la chose publique.

Le cadeau d'ouvrages touchant l'actualité politique rappellera à notre toujours jeune nonagénaire cette soirée anniversaire.

ASSEMBLEE GENERALE DE 1995

L'Assemblée Générale Ordinaire de l'Amicale du M.R.P. se tiendra le MERCREDI 29 MARS, au Palais du Luxembourg.

Seront conviés à participer aux travaux de cette assemblée, par lettres individuelles, les adhérents de l'Amicale se trouvant dans l'une des situations suivantes :

- soit ils ont versé la cotisation afférente à l'année 1995
- soit ils ont versé l'une ou l'autre des cotisations afférentes aux années 1993,1994.

En d'autres termes : le dernier règlement ne doit pas être antérieur à l'année 1993.

Ceux de nos amis qui ont laissé passer les années sans s'apercevoir de leur négligence à l'égard de l'Amicale peuvent facilement régulariser leur situation en versant sans tarder leur cotisation pour 1995.

S'il en est, parmi les retardataires, qui ne savent pas où ils en sont à cet égard, nous leur rappelons que la date à laquelle est intervenu leur dernier règlement est indiquée au-dessus de leur nom sur l'étiquette-adresse collée sur l'enveloppe dans laquelle leur est envoyé le présent bulletin.

COMITE D'HONNEUR - Liste des membres

Ainsi que nous l'avons annoncé dans le numéro 62 de ce bulletin (3^{ème} trimestre 1994), l'Assemblée Générale de l'Amicale, réunie le 20 juin 1994, a adopté, à l'unanimité, un texte proposé par notre ami Bertrand Chautard qui introduit dans les statuts un article nouveau ayant pour objet la création d'un Comité d'Honneur dont sont appelés à faire partie des adhérents de l'Amicale - non membres du Comité Directeur - qui ont joué un rôle important dans la vie du Mouvement Républicain Populaire.

L'assemblée a, d'autre part, approuvé une première liste de membres de ce Comité établie par le Bureau. C'est cette liste que nous publions ci-après. Elle sera complétée par la suite, à l'occasion de chaque assemblée générale annuelle.

Augarde Jacques - Bacon Paul - Bichet Robert - Bosson Charles - Bour Louis - Bourbon Henry - Buisson Antoine - Cayeux Jean - Charpentier René - de Chevigné Pierre - Conombo Joseph - Coudrau Georges - Diligent André - Fagon Yves - Jung Louis - Lapra Léon - Lecourt Robert - Monteil André - Pflimlin Pierre - Poher Alain - Sauvage Jean - Schumann Maurice - Teitgen Pierre-Henri - Verneyras Paul.

PARMI LES PARTICIPANTS

Parmi les 180 convives qui se trouvaient rassemblés dans un des salons de l'hôtel Concorde, en ce 25 novembre 1994, à l'initiative du président et des membres de l'Amicale du M.R.P., afin de fêter en commun le cinquantième anniversaire du Mouvement, il y avait, évidemment, beaucoup d'anciens dirigeants et militants ; mais on y trouvait aussi un certain nombre de personnalités qui, n'ayant pas appartenu au parti, éprouvent de la sympathie à l'égard de la politique qu'il représentait et de ceux qui se sont faits les défenseurs de cette politique.

C'est ainsi qu'à la table d'honneur, de chaque côté du président Jacques Mallet, avaient pris place : les deux ministres amis, François Bayrou et Bernard Bosson, auprès de qui se trouvaient le Professeur Mayeur et Mme Mayeur, M. François-Régis Hutin et Mme Hutin, M. Jean Ferniot, M. Claude Goasguen, M. Jean Sangnier, M. Jacques Tessier. Etaient également présents à cette table d'anciens militants du M.R.P. qui ont occupé des postes importants, soit dans les instances du Mouvement, soit dans les gouvernements qui se sont succédé sous la 4ème République, puis au début de la 5ème : Jacques Augarde, Monique Badénès, Fernand Chaussebourg et Mme Chaussebourg, Marguerite Colin (représentant son mari décédé, André Colin) Jean Coville, Jean-Marie Daillet, Jean Dannemuller, un des principaux lieutenants de Georges Bidault dans la Résistance et Mme Paulette Dannemuller, André Diligent, Hélène Fontanet (épouse de Joseph Fontanet décédé) André Fosset, Antoine Lawrence et Mme Lawrence, Françoise Letourneau (épouse de Jean Letourneau, décédé) André Monteil.

En parcourant la salle, on pouvait découvrir un assez grand nombre d'anciens militants qui ont exercé un ou plusieurs mandats nationaux ou locaux ou joué un rôle important auprès des assemblées parlementaires. C'est le cas, notamment, de nos amis Emile Arrighi de Casanova, Jean Cayeux et Mme Cayeux, Pierre Ceccaldi-Favard, Bertrand Chautard, Gérard Dally, Pierre Dhers, Yves Fagon, Philippe Farine et Madame Farine, Jacques Flaud (qui fut le premier secrétaire général du Groupe parlementaire M.R.P. à l'Assemblée Nationale), Erwin Guldner, Louis Jaillon, Paul Pernin, René Rollin, Etienne de Vericourt et Mme Véricourt, Jacques Wouaquet. Nous ajoutons ici les noms de Mmes Cousté et Mercier, épouses de deux parlementaires décédés.

Il convient de citer encore parmi les convives d'anciens attachés des cabinets ministériels, ainsi que d'anciens collaborateurs du Secrétariat Général du Mouvement, des groupes parlementaires ou des fédérations locales : Jean Aubry, José Bellec, Catherine Bruno, Simone Cébron, Odette de Coccola, Robert Grosfilley, Jean Gilibert, Gabrielle Joly, Léon Lapra, Henri Le Corno, Gérard Omnès, Jacques Parini et Mme Parini, Henri Pומרol, Joanne Roy.

Nous ne pouvons pas, dans le cadre de ce bulletin, poursuivre plus loin ce reportage. Cependant, nous avons constaté parmi les convives la présence de nombreux militants et militantes qui ont pris jadis une large part aux combats menés par le M.R.P., auquel ils demeurent aujourd'hui encore fidèlement attachés.

AMIS DECÉDÉS

Raymond ADDA Neuilly s/ Seine
Jean AUBIN Hautes Alpes
Louis BESCHER Ecully
Jean-Paul GORET Semur en Aixois
Robert GUBRY Maisons Alfort
Albert HAMELIN Caluire
Roger HAFREINGUE Martel

Albert KERLÉVÉO Aire sur la Lys
Bernard LAURENT Sénateur de l'Aube
Mme Paul LE BIHAN Nanterre
René LEMAIGRE Ouistreham
Mme Fernande SAUNIER St Mandé
Louis TRÉHARD Sées

RELÈVEMENT DU MONTANT DES COTISATIONS D'ADHÉRENT ET DES ABONNEMENTS AU BULLETIN

Par décision de l'Assemblée Générale du 20 juin 1994 un léger relèvement du montant des cotisations et abonnements au Bulletin est applicable à compter du 01 janvier 1995.

Les nouveaux chiffres sont les suivants :

Pour les adhérents de l'Amicale

Cotisation annuelle	:	120 francs
Abonnement annuel	:	30 francs
Contribution totale	:	150 francs

Pour les abonnés non-adhérents

Abonnement annuel	:	40 francs
-------------------	---	-----------

Ces indications ont déjà été données dans le N° 62 du Bulletin (juillet-août-septembre 1994) page 2 : Rapport du Trésorier.

BULLETIN

- D'ADHESION A L'AMICALE DU MOUVEMENT REPUBLICAIN POPULAIRE
133 bis, RUE DE L'UNIVERSITE 75007 PARIS - TEL : 47.05.84.51
- DE RENOUELEMENT DE COTISATION 1995
- D'ABONNEMENT AU BULLETIN « LE M.R.P. VOUS PARLE »

NOM PRENOM

ADRESSE Tél.

Ci-joint :

- Cotisation de 120 Francs + Abonnement de 30 Francs : soit 150 Francs
- ou Abonnement de 40 Francs
- Par chèque bancaire à l'ordre de « Amicale du M.R.P. »
- ou Par chèque ou virement postal au CCP PARIS N° 4723 - 45 Z au nom de « Amicale du M.R.P. »

Rayer la mention inutile